ARRÊTÉ

ARRÊTÉ N°…………….

DE MISE A LA RETRAITE CNRACL

DE M./Mme ..................................

**Mention en jaune : à enlever en fonction de la situation**

Le Maire *(ou le Président)* de …………..……,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** la loi n°2003-775 du 21 août 2003 et la loi n°2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites

**VU** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet

**VU** la lettre de l’intéressé sollicitant sa mise à la retraite à compter du ……………………...,

**Considérant** que l’agent n’a pas accompli deux ans de services civils et militaires effectifs,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1er : A compter du ……….……, M ……….…… né le …………………., grade ……………,….. échelon, indice brut…………., indice majoré ……………, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

ARTICLE 2ème : A compter de cette même date, Mme/M……., immatriculé à la CNRACL sous le n°………….., n’ayant pas 2 ans de services civils et militaires valables pour bénéficier d’une pension CNRACL, sera rétabli dans ses droits auprès du régime général de la sécurité sociale et de l’IRCANTEC.

ARTICLE 3ème : Ampliation du présent arrêté sera transmise à M. le Receveur Municipal, M. le Président du Centre de Gestion, et notifiée à l’agent.

ARTICLE 4ème : Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et de sa publication.

Fait à …………… le …………….,

Le Maire *(ou le Président)*,

Notifié le ...................

Signature de l’agent :